

Art. 3. Les Membres du Collège réuni, compétents pour la Politique de santé, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 8 décembre 1994.

Le Membre du Collège réuni,
compétent pour la Politique de Santé,
J. HARMEL

Art. 3. De Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 8 december 1994.

Het Lid van het Verenigd College,
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,
J. CHABERT

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 — 969

[S-Mac — 31092]

22 DECEMBRE 1994. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française déterminant la composition et le fonctionnement de la Commission consultative bruxelloise francophone du service de transport scolaire

Le Collège,

Vu l'article 138 de la constitution;

Vu la loi du 15 juillet 1983 portant création du service national de transport scolaire, notamment les articles 6, 8 et 12;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3,

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3,

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Collège;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances donné le 19 octobre 1994,

Vu l'urgence;

Considérant que suite au transfert de l'exercice de certaines compétences en application des décrets II et III susvisés, il convient d'arrêter sans délai les dispositions nécessaires à la mise en place de la commission consultative bruxelloise francophone du service de transport scolaire;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé des transports scolaires,

Arrête :

Article 1er. La Commission consultative bruxelloise francophone instituée auprès du service des transports scolaires est composée comme suit :

1° deux membres représentant l'enseignement organisé par la Communauté, réputés représenter l'enseignement non confessionnel;

2° deux membres représentant l'enseignement libre subventionné, réputés représenter l'enseignement confessionnel;

3° deux membres représentant l'Enseignement officiel subventionné, réputés représenter l'enseignement confessionnel et l'enseignement non confessionnel;

4° un membre réputé non confessionnel représentant la Fédération des Associations de Parents de l'Enseignement officiel;

5° un membre réputé confessionnel représentant la Confédération nationale des Associations de Parents;

6° un membre représentant le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale ayant les communications dans ses attributions;

7° un membre représentant le membre du Collège de la Commission communautaire française ayant les transports scolaires dans ses attributions;

8° un membre représentant l'association des transporteurs professionnels la plus représentative;

9° le chargé de mission dont il est question à l'article 11 de la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national de Transport scolaire, compétent pour le transport organisé par la Commission communautaire française.

La commission peut inviter toute personne susceptible d'apporter des éléments d'informations utiles à ses délibérations.

Les membres visés à l'alinéa 1er, 1° à 5°, ont voix délibérative.

Art. 2. Les membres sont nommés pour une durée de quatre ans par le Collège sur proposition du membre du Collège qui a les transports scolaires dans ses attributions.

Les membres visés à l'article 1er, alinéa 1er, 1°, 2°, 3°, sont proposés par le réseau d'enseignement qu'ils représentent.

Les membres visés à l'article 1er, alinéa 1er, 4°, 5° et 8°, sont proposés par l'association qu'ils représentent.

Le membre visé à l'article 1er, alinéa 1er, 6°, est proposé par le Ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale ayant les communications dans ses attributions.

Le membre visé à l'article 1er, alinéa 7, est proposé par le membre du Collège de la Commission communautaire française ayant les transports scolaires dans ses attributions.

Art. 3. Chaque membre effectif a un suppléant, nommé en même temps et de la même manière que lui.

Le membre effectif qui ne peut se rendre à une réunion avertit lui-même son suppléant.

Le suppléant termine le mandat du membre effectif qui est décédé, a donné sa démission ou a perdu la qualité ou le titre qui justifiait sa nomination. Un nouveau suppléant est nommé pour achever le mandat en cours.

Un nouveau suppléant est pareillement nommé pour remplacer le suppléant qui est décédé, a donné sa démission ou a perdu le titre ou la qualité qui justifiait sa nomination.

Art. 4. Le membre du Collège qui a les transports scolaires dans ses attributions nomme le Président et le Vice-Président de la commission consultative parmi les membres qui lui sont proposés par la Commission.

Le Président est nommé alternativement parmi les représentants de l'enseignement non confessionnel et parmi les représentants de l'enseignement confessionnel.

Lorsque le Président représente l'enseignement non confessionnel, le Vice-Président représente l'enseignement confessionnel et vice-versa.

L'alternance entre ces deux fonctions s'effectue après deux ans de mandat.

Art. 5. Le secrétariat de la commission consultative bruxelloise francophone est assuré par le fonctionnaire dirigeant le service de transports scolaires ou son délégué.

Art. 6. En accord avec le secrétariat, le Président fixe l'ordre du jour des séances et convoque la commission à la demande du membre du Collège qui a les transports scolaires dans ses attributions, à la demande du service des transports scolaires, à la demande motivée d'un quart au moins des membres ou de sa propre initiative.

Les convocations sont adressées aux membres cinq jours francs avant la date de la séance.

Art. 7. Pour qu'un avis soit valablement donné, les trois quarts des membres ayant voix délibérative doivent être présents.

Art. 8. Les avis émis par la commission consultative bruxelloise francophone sont donnés à la majorité des trois quarts des membres présents et transmis par l'intermédiaire du service au membre du Collège compétent.

Lorsque la majorité requise n'est pas atteinte ou lorsque le représentant du membre du Collège qui a les transports scolaires dans ses attributions s'oppose à l'avis donné, le dossier est transmis par l'intermédiaire du service des transports scolaires à la commission consultative centrale.

La commission consultative centrale soumet le dossier à un nouvel examen et transmet son avis au membre du Collège compétent.

La Commission consultative centrale exercera les missions lui imparties par la loi du 15 juillet 1983 susvisée pour le transport scolaire vers des écoles francophones, selon les modalités qui seront fixées par un accord de coopération à conclure entre la Région wallonne et la Commission communautaire française.

Art. 9. Ces avis sont rendus dans les trente jours de la réception de la demande au service des transports scolaires.

Art. 10. Le service des transports scolaires est habilité à prendre toutes les mesures d'urgence requises pour assurer la continuité du service.

Lorsque la commission consultative bruxelloise francophone donne un avis défavorable à la mesure prise par le service des transports scolaires, cet avis sera transmis à la commission consultative centrale des transports scolaires.

Si l'avis définitif donné par la Commission consultative centrale est défavorable à la décision prise, les engagements déjà pris à la suite de cette décision sont néanmoins respectés.

Art. 11. Le mandat des membres de la commission est gratuit.

En vertu de l'Arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, les membres de la Commission bénéficient du remboursement de leurs frais de parcours. Lorsqu'ils utilisent leur voiture personnelle, ils bénéficient d'une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé en cas d'utilisation des moyens de transport en commun, conformément à l'article 17 de l'arrêté royal précité.

Art. 12. Le Membre du Collège chargé des transports scolaires est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 décembre 1994.

D. HARMEL,

Membre du Collège, chargé du Transport scolaire

R. HOTYAT,

Membre du Collège, chargé du Budget

Ch. PICQUE,

Président du Collège

—
VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

N. 95 — 969

[S-Mac — 31092]

22 DECEMBER 1994. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot bepaling van de samenstelling en de werking van de "Commission consultative bruxelloise francophone" van de dienst voor leerlingenvervoer

Het College,

Gelet op artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 15 juli 1983 houdende oprichting van de Nationale Dienst voor Leerlingenvervoer, inzonderheid op de artikelen 6, 8 en 12;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot voltooiing van de federale Staatsstructuur;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 "attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région Wallonne et à la Commission communautaire française" (tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie), inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 "attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française" (tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie), inzonderheid op artikel 3.

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 oktober 1993 "portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du College" (houdende reglementering van de werking ervan en regeling van de ondertekening van de akten van het College);

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 19 oktober 1994;

Gelet op de dringendheid;

Overwegende dat er ingevolge de overdracht van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden in toepassing van de bovengenoemde deuren II en III onverwijld de nodige bepalingen moeten worden genomen tot oprichting van de "Commission consultative bruxelloise francophone" van de Dienst voor Leerlingenvervoer;

Op voordracht van het Lid van het College dat belast is met het schoolvervoer,

Besluit :

Artikel 1. De bij de Dienst voor Leerlingenvervoer opgerichte "Commission consultative bruxelloise francophone" is als volgt samengesteld :

1° twee leden die het onderwijs vertegenwoordigen dat wordt ingericht door de Gemeenschap; zij worden verondersteld het niet-confessioneel onderwijs te vertegenwoordigen;

2° twee leden die het gesubsidieerd vrij onderwijs vertegenwoordigen; zij worden verondersteld het confessioneel onderwijs te vertegenwoordigen;

3° twee leden die het gesubsidieerd rijksonderwijs vertegenwoordigen; zij worden verondersteld het confessioneel en het niet-confessioneel onderwijs te vertegenwoordigen;

4° een lid dat verondersteld wordt niet-confessioneel te zijn en dat de "Fédération des Associations de Parents de l'Enseignement officiel" vertegenwoordigt;

5° een lid dat verondersteld wordt confessioneel te zijn en dat de "Confédération nationale des Associations de Parents" vertegenwoordigt;

6° een lid dat de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vertegenwoordigt die bevoegd is voor Verkeerswezen;

7° een lid dat het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie vertegenwoordigt dat bevoegd is voor het leerlingenvervoer;

8° een lid dat de meest representatieve vereniging van beroepsvervoerders vertegenwoordigt.

9° de opdrachtgelastigde waarvan sprake is in artikel 11 van de wet van 15 juli 1983 houdende oprichting van de Nationale Dienst voor Leerlingenvervoer die bevoegd is voor het vervoer dat wordt georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie.

Elke commissie kan om het even welke persoon uitnodigen die informatie kan verstrekken die nuttig is voor haar beraadslagingen.

De in lid 1, 1° tot 5° bedoelde leden zijn stemgerechtigd.

Art. 2. De leden worden door het College benoemd voor een duur van vier jaren, op voordracht van het Lid van het College dat bevoegd is voor het leerlingenvervoer.

De leden bedoeld in artikel 1, lid 1, 1°, 2° en 3°, worden voorgedragen door het onderwijsnet dat zij vertegenwoordigen.

De leden bedoeld in artikel 1, lid 1, 4°, 5° en 8°, worden voorgedragen door de vereniging die zij vertegenwoordigen.

Het lid bedoeld in artikel 1, lid 1, 6°, wordt voorgedragen door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die bevoegd is voor Verkeerswezen.

Het lid bedoeld in artikel 1, lid 1, 7° wordt voorgedragen door het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie dat bevoegd is voor het leerlingenvervoer.

Art. 3. Elk gewoon lid heeft een plaatsvervanger die terzelfder tijd en op dezelfde wijze wordt benoemd.

Het gewoon lid, dat niet kan deelnemen aan een vergadering, verwittigt zelf zijn plaatsvervanger.

De plaatsvervanger beëindigt het mandaat van het gewoon lid dat is overleden, zijn ontslag heeft gegeven of de hoedanigheid of titel heeft verloren die zijn benoeming rechtvaardigde. Er wordt een nieuwe plaatsvervanger benoemd om het lopend mandaat te beëindigen.

Er wordt op dezelfde wijze een nieuwe plaatsvervanger benoemd om de plaatsvervanger te vervangen die is overleden, zijn ontslag heeft gegeven of de titel of hoedanigheid heeft verloren die zijn benoeming rechtvaardigde.

Art. 4. Het Lid van het College dat bevoegd is voor het leerlingenvervoer benoemt de Voorzitter en de Vice-Voorzitter van de adviescommissie onder de leden die hem worden voorgedragen door de Commissie.

De Voorzitter wordt afwisselend benoemd onder de vertegenwoordigers van het niet-confessioneel onderwijs en de vertegenwoordigers van het confessioneel onderwijs.

Indien de Voorzitter het niet-confessioneel onderwijs vertegenwoordigt, dan vertegenwoordigt de Vice-Voorzitter het confessioneel onderwijs, en omgekeerd.

De omwisseling van deze beide functies vindt plaats na een mandaat van twee jaren.

Art. 5. Het secretariaat van de "Commission consultative bruxelloise francophone" wordt verzekerd door de ambtenaar die de dienst voor leerlingenvervoer leidt, of door zijn afgevaardigde.

Art. 6. De Voorzitter stelt in samenspraak met het secretariaat de agenda op van de bijeenkomsten en roept de commissie samen op verzoek van het Lid van het College dat bevoegd is voor het leerlingenvervoer, op verzoek van de Dienst voor Leerlingenvervoer, op gemotiveerd verzoek van minstens een vierde van de leden of op eigen initiatief.

De samenroepingen worden vijf volle dagen voor de datum van de bijeenkomst verstuurd naar de leden.

Art. 7. Opdat een geldig advies kan worden verstrekt, moeten drie vierden van de stemgerechtigde leden aanwezig zijn.

Art. 8. De adviezen van de "Commission consultative bruxelloise francophone" worden verstrekt met een meerderheid van drie vierden van de aanwezige leden en door tussenkomst van de dienst overgemaakt aan het Lid van het bevoegde College.

Indien de vereiste meerderheid niet wordt gehaald of indien de vertegenwoordiger van het Lid van het College dat bevoegd is voor het leerlingenvervoer zich verzet tegen het verstrekte advies, dan wordt het dossier door tussenkomst van de Dienst voor Leerlingenvervoer overgemaakt aan de centrale adviescommissie.

De centrale adviescommissie onderwerpt het dossier aan een nieuw onderzoek en laat haar advies toekomen aan het Lid van het bevoegde College.

De centrale adviescommissie zal de opdrachten vervullen die haar zijn toegewezen door bovengenoemde dat van 15 juli 1983 voor het leerlingenvervoer naar de Franstalige scholen, volgens de modaliteiten die zullen worden bepaald door een samenwerkingsakkoord dat moet worden gesloten tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 9. Deze adviezen worden verstrekt binnen de dertig dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag op de Dienst voor Leerlingenvervoer.

Art. 10. De Dienst voor Leerlingenvervoer is gemachtigd om alle dringende maatregelen te nemen die zijn vereist om de continuïteit van de dienstverlening te verzekeren.

Indien de "Commission consultative bruxelloise francophone" een ongunstig advies verstrekt voor een maatregel genomen door de Dienst voor Leerlingenvervoer, dan zal dit advies worden overgemaakt aan de centrale adviescommissie voor leerlingenvervoer.

Indien het definitief advies dat is verstrekt door de centrale adviescommissie ongunstig is voor de genomen beslissing, dan worden de verbintenissen die reeds zijn aangegaan ingevolge deze beslissing toch nageleefd.

Art. 11. Het mandaat van de leden van de commissie is gratis.

Krachtens het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene reglementering inzake verplaatsingskosten genieten de leden van de Commissie van de terugbetaling van hun verplaatsingskosten. Indien zij hun eigen voertuig gebruiken, dan genieten zij van een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat zou zijn betaald bij het gebruik van de middelen van openbaar vervoer, overeenkomstig artikel 17 van bovengenoemd koninklijk besluit.

Art. 12. Het Lid van het College belast met het leerlingenvervoer is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 22 december 1994.

D. HARMEL,

Lid van het College, belast met Leerlingenvervoer

R. HOTYAT,

Lid van het College, belast met Begroting

Ch. PIQUE,

Voorzitter van het College

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Cabinet du Ministre de la Politique scientifique et de l'Infrastructure Démissions. — Nominations

Par arrêté royal du 19 janvier 1995, la nomination de M. Truffin, Claude, en qualité de chef de cabinet du Ministre de la Politique scientifique et de l'Infrastructure, prend fin le 2 janvier 1995.

Par arrêté royal du 25 janvier 1995, la nomination de M. Van Langenhove, Luk, en qualité de chef de cabinet adjoint du Ministre de la Politique scientifique et de l'Infrastructure, prend fin le 28 décembre 1994.

Par arrêté royal du 19 janvier 1995, qui produit ses effets le 3 janvier 1995, M. Truffin, Claude, est nommé chef de cabinet au Cabinet du Ministre de la Politique scientifique et de l'Infrastructure.

Par arrêté royal du 25 janvier 1995, qui produit ses effets le 29 décembre 1994, M. Van Langenhove, Luk, est nommé chef de cabinet adjoint au Cabinet du Ministre de la Politique scientifique et de l'Infrastructure.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Kabinet van de Minister van Wetenschapsbeleid en Infrastructuur Ontslagen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 19 januari 1995 wordt ontslag verleend aan de heer Truffin, Claude, als kabinetschef van de Minister van Wetenschapsbeleid en Infrastructuur op 2 januari 1995.

Bij koninklijk besluit van 25 januari 1995 wordt ontslag verleend aan de heer Van Langenhove, Luk, als adjunct-kabinetschef van de Minister van Wetenschapsbeleid en Infrastructuur op 28 december 1994.

Bij koninklijk besluit van 19 januari 1995, dat uitwerking heeft op 3 januari 1995, wordt de heer Truffin, Claude, benoemd tot kabinetschef bij het Kabinet van de Minister van Wetenschapsbeleid en Infrastructuur.

Bij koninklijk besluit van 25 januari 1995, dat uitwerking heeft op 29 december 1994, wordt de heer Van Langenhove, Luk, benoemd tot adjunct-kabinetschef bij het Kabinet van de Minister van Wetenschapsbeleid en Infrastructuur.